

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE
CANTON DE VALBONNE

N° 2021-286

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET
Service public de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil vingt et un, le vingt-neuf septembre le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, à l'Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur CESARO Joseph, Maire

Étaient présents : CESARO Joseph, DEBORDE Elisabeth, CHAKIR Karine, ARDICHVILI Emmanuel, KHAYAT Mélanie, VIENNE Jacques, MAGLIARO Elena, JOSEFOWICZ Patrick, DOMISSY Claire, GARNIER Bernard, MEUNIER Pierre, PAILLARD Anne, MASSON Thierry, GARNESSON Claude, MINEREAU-GAY Olivier, DESPINASSE Didier, ROULIN Laure, ADAMI Lise, REMILLIEUX Sébastien, FONTAINE Aubane, LAMBIN Céline, MURAT Jean-Benoît, PAUL Kathryn, ETORÉ Christophe, ROUGELIN Alexandra, DAUNIS Marc, LASSOUED Bouchra.

Procurations : COUTEL John à CESARO Joseph, BOSSARD Frédéric à ETORÉ Christophe, SANTOS Xavier à ROUGELIN Alexandra, PEACOCK Valérie à ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine à DAUNIS Marc, DERONT-BOURDIN Gautier à LASSOUED Bouchra.

Conformément à la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire portant diverses mesures et en particulier un membre de l'organe délibérant peut être porteur de deux pouvoirs.

Madame MAGLIARO Elena a été désignée secrétaire de séance.

Il est tout d'abord rappelé que dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs de police et conformément à l'article L.2213-32 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), issu de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, il appartient au Maire d'assurer la défense extérieure contre l'incendie.

Le Maire, à ce titre et conformément à l'article L.2542-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit faire cesser les incendies par la distribution des secours nécessaires.

La gestion du service de la DECI est une compétence communale relevant de l'autorité du Maire au titre de son pouvoir de police administrative. De ce fait, les communes sont chargées du service public de défense extérieure contre l'incendie et sont compétentes pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Elles peuvent également intervenir en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement conformément à l'article L.2225-2 du CGCT.

Le service public de la DECI fonctionne sous forme de régie directe et fait appel à des prestataires de service. Les dépenses afférentes à ce service sont obligatoires et supportées par le budget principal de la Commune. Il n'a pas fait l'objet d'un transfert à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Ce service comprend :

- La gestion administrative du service public de la DECI
- La gestion de la signalisation de la DECI
- La gestion de l'accessibilité et de la protection de la DECI
- La gestion de la maintenance préventive des Points d'Eau Naturels et Artificiels (PENA) publics
- La gestion de la maintenance préventive des Points d'Eau Incendie (PEI) publics sous pression
- La gestion de la maintenance corrective des PEI publics sous pression.
- La gestion des contrôles techniques pour les PEI publics sous pression

.../...

- L'implantation, la suppression, le déplacement des PEI publics sous pression
- L'implantation, la suppression, le déplacement des PENA publics
- La réalisation des conventions avec les propriétaires de PEI privés mis à disposition de la DECI

Le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) a été approuvé par l'arrêté préfectoral le 22 décembre 2017 et modifié par arrêté le 21 décembre 2018. Il fixe les règles, dispositifs et procédures de la DECI et plus particulièrement la caractérisation des risques et les besoins en eau en découlant, les modalités d'exécution des contrôles techniques et reconnaissances opérationnelles des Points d'Eau Incendie (PEI). Il constitue le référentiel des solutions adaptées aux risques à défendre.

Par arrêté, le Maire mettra à jour la liste des points d'eau incendie présents sur le territoire de la Commune pour répondre aux obligations de réception des PEI, leur maintenance préventive et correctives qui incombent à la Commune et également aux propriétaires privés mettant à disposition du service public de DECI leur PEI pour une utilisation au-delà de leurs besoins propres. Pour ces derniers, une convention de mise à disposition permanente sera proposée.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **CHARGE** Monsieur le Maire de la mise en œuvre des procédures afférentes à la gestion du service de la DECI ;
- **DIT** que Monsieur le Maire actualisera par arrêté la base de données des Points d'Eau Incendie (PEI) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 05 octobre 2021 et que la convocation du Conseil a été faite le 22 septembre 2021. La présente délibération a été affichée le 11 octobre 2021 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 11 octobre 2021

Le Maire,